

MESSAGE N° 260 21 juin 2011
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur
la participation de l'Etat aux frais de campagne
électorale

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de modification de la loi du 22 juin 2001 sur la participation de l'Etat aux frais de campagne électorale (LPFC; RSF 115.6) et le message qui l'accompagne et dont le plan est le suivant:

1. Les motifs de la révision
2. Le contenu de la révision
3. Les incidences de la révision
4. Commentaire des dispositions

1. LES MOTIFS DE LA RÉVISION

Le 11 novembre 2010, le Grand Conseil a pris en considération la motion M1100.10 déposée et développée le 31 mai 2010 par le député Benoît Rey et demandant une modification de la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) et/ou de la loi du 22 juin 2001 sur la participation de l'Etat aux frais de campagne électorale (LPFC), dans le but que l'Etat organise et prenne à sa charge la mise sous pli et l'envoi commun par cercle électoral des prospectus des partis politiques sur les candidats présentés aux élections cantonales et fédérales (cf. *BGC* novembre 2010, p. 1934ss). Dans sa réponse du 12 octobre 2010 à la motion, le Conseil d'Etat en avait proposé le rejet, en exposant notamment qu'il n'appartenait pas à l'Etat d'assumer la responsabilité de la mise sous pli et de l'envoi de la propagande électorale et qu'aucune entité au sein de l'administration cantonale ne disposait du personnel suffisant pour s'occuper de ces travaux, qui constituent une tâche sporadique mais exigeant la présence de plusieurs personnes durant une courte période, afin de garantir l'acheminement en temps utile de la propagande électorale à ses destinataires. Or, il ressort des débats du Grand Conseil que, nonobstant le texte de la motion, c'est plus l'aspect financier de la proposition qui est prédominant que son aspect forces de travail, pour lequel les partis politiques peuvent trouver des solutions, notamment en confiant la mise sous pli du matériel électoral à des institutions extérieures. Compte tenu de l'acceptation de la motion, le Conseil d'Etat y donne suite dans le délai légal en proposant une modification de la LPFC ayant pour but la prise en charge, financière exclusivement, de la mise sous pli et de l'envoi des prospectus électoraux pour les élections cantonales et fédérales.

2. LE CONTENU DE LA RÉVISION

La LPFC prévoit déjà que pour les élections générales, cantonales et fédérales, une contribution aux frais de campagne électorale soit allouée aux partis politiques et groupes d'électeurs et d'électrices dont les listes recueillent au moins 1% des suffrages valablement exprimés, cette contribution correspondant aux crédits budgétaires adoptés par le Grand Conseil pour chaque élection. Fondés sur cette base légale, deux crédits de 195 000 francs chacun ont été inscrits dans le budget 2011 pour le soutien aux partis politiques pour les élections cantonales

et fédérales de l'automne 2011. Les frais de campagne électorale ne sont certes pas définis par la loi mais ils comprennent d'ores et déjà, partiellement du moins, les coûts de mise sous pli et d'envoi du matériel de propagande électorale. Vu le sort réservé à la motion susmentionnée, il y aura lieu désormais de distinguer ces frais, que l'Etat devra en principe prendre en charge, des autres frais généraux relatifs à la campagne électorale, qui continueront à faire l'objet d'un subventionnement. Le projet prévoit que le financement des opérations de mise sous pli et d'envoi de la publicité électorale sera soumis à la condition qu'elles soient opérées en commun, répondant ainsi à la volonté exprimée par la motion et lors des débats de rationaliser ces opérations pour d'évidentes raisons d'efficacité, d'économie, voire d'écologie. Il définit, d'une part, les critères permettant de considérer que ces opérations ont été effectuées en commun et, d'autre part, les critères concernant la participation à la répartition de la contribution étatique.

A l'occasion de cette révision de la LPFC, il y a lieu enfin de modifier, dans les dispositions finales de la loi, celle relative à ses mesures d'exécution et de préciser les compétences de la Chancellerie d'Etat et les voies de droit.

3. LES INCIDENCES DE LA RÉVISION

Le projet n'a aucune conséquence en matière de personnel et aucune influence sur la répartition des tâches Etat-communes. Il est conforme à la Constitution et au droit fédéral et est eurocompatible. S'agissant du développement durable, l'envoi en commun de la propagande électorale permettra des économies de matériel.

Le coût des opérations de mise sous pli et d'envoi de la publicité électorale est estimé, pour chaque élection fédérale ou cantonale, à environ 90 000 francs:

– enveloppes:	20 000 francs
– mise sous pli:	25 000 francs
– frais d'envoi:	45 000 francs
Total:	<u>90 000 francs</u>

L'incidence financière de la révision proposée est toutefois inférieure à ce montant car des frais de mise sous pli et d'envoi de la publicité électorale sont déjà partiellement compris dans la somme versée aux partis politiques conformément à la LPFC dans sa teneur actuelle, ceci pour une part pouvant être évaluée à 25% et correspondant à 50 000 francs environ par élection, si l'on se réfère à la somme de 195 000 francs prévue au budget 2011 pour chacune des élections (fédérale et cantonale) ayant lieu cet automne.

Cela signifie que les partis politiques et groupes d'électeurs et d'électrices doivent actuellement financer eux-mêmes une dépense globale de **40 000 francs** (90 000 moins 50 000 francs) relative aux opérations de mise sous pli et d'envoi de la publicité électorale pour chaque élection cantonale ou fédérale. C'est ainsi l'équivalent de cette somme qui doit désormais être couvert, en plus, par le budget cantonal pour chaque élection cantonale ou fédérale, afin de satisfaire à la volonté de couverture totale du coût des opérations de mise sous pli et d'envoi de la publicité électorale manifestée par le Grand Conseil.

Partant, si l'on se réfère aux chiffres 2011, pour chaque élection cantonale ou fédérale, la contribution étatique

devrait s'élever, au total, à environ 235 000 francs (195 000 plus 40 000 francs).

Le tableau ci-dessous tente de schématiser les considérations qui précèdent:

Election fédérale ou cantonale		
Opérations concernées	Etat avant la présente révision législative (selon budget 2011) Fr.	Etat en cas d'adoption du présent projet de loi Fr.
Frais de mise sous pli et d'envoi de la propagande	Total	90 000
	Frais à la charge des partis politiques	40 000
	Frais pris en charge par l'Etat <small>(soit env. 25% sur le montant de 195 000 fr. octroyé en 2011)</small>	50 000
Participation de l'Etat aux autres frais de campagne électorale	145 000	145 000
Total versé par l'Etat au titre de contribution aux frais de campagne électorale:	195 000	235 000

Puisque le Conseil d'Etat entend appliquer les principes posés par la présente loi aux élections de l'automne 2011, il en fixera très vraisemblablement l'entrée en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2011. Une telle décision impliquera un dépassement de crédit par rapport aux montants prévus, pour 2011, au titre de participation de l'Etat. Le cas échéant, un arrêté ad hoc sera pris en temps utile.

Enfin, il y a lieu de noter que la loi ne sera pas soumise au referendum financier, compte tenu des montants en jeu. Elle sera toutefois soumise au referendum législatif.

4. COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

Article 4 al. 1^{bis}

Cette disposition précise l'article 4 al. 1 et prévoit de distinguer le montant alloué pour les frais généraux relatifs à la campagne électorale du montant destiné à participer aux coûts des opérations de mise sous pli et d'envoi du matériel de propagande électorale, participation qu'elle soumet, conformément à la volonté relevée dans le chapitre ci-dessus consacré au contenu de la révision, à la condition que ces opérations soient effectuées en commun.

Article 4a

Cet article expose que pour que les opérations susmentionnées soient considérées comme effectuées en commun, elles doivent impliquer au moins la majorité des partis enregistrés dans le registre des partis politiques prévu par la LEDP. Il précise en outre que les élections fédérales ne peuvent faire l'objet que d'une seule opération en commun et les élections cantonales que d'une seule opération en commun par cercle électoral.

Article 4b

Dans la situation (normale) où la majorité des partis effectuent les opérations en commun, la contribution étatique est répartie, conformément à l'article 2 LPFC, entre ces partis et les groupes d'électeurs et d'électrices y ayant participé. Si un parti politique ou un groupe d'électeurs et d'électrices décide de ne pas participer, il ne percevra évidemment aucune contribution. L'alinéa 3 de l'article 4b vise la situation où une majorité de partis politiques déciderait d'exclure des opérations en commun un ou plusieurs partis politiques ou groupes d'électeurs et d'électrices. Compte tenu du but de la révision consistant à ce que l'Etat prenne à sa charge les frais de mise sous pli et d'envoi de la publicité électorale à la condition que celles-ci soient effectuées en commun, il convient de prévoir une sanction si elles ne peuvent pas l'être en raison du refus de la majorité des partis politiques d'y associer une minorité: dans une telle situation, aucune contribution ne serait octroyée. Cet alinéa réserve toutefois les cas d'exclusion pour de justes motifs, par exemple l'exclusion d'un parti politique ou d'un groupe d'électeurs ou d'électrices prônant des thèses constitutives de discrimination raciale.

Article 8

L'alinéa 2 précise les compétences de la Chancellerie d'Etat en disposant qu'elle est compétente pour prendre les décisions relevant de l'application de la LPFC et que celles-ci sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

BOTSCHAFT Nr. 260 21. Juni 2011 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die finanzielle Beteiligung des Staates an den Wahlkampfkosten

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Entwurf zur Änderung des Gesetzes vom 22. Juni 2001 über die finanzielle Beteiligung des Staates an den Wahlkampfkosten (BWKG; SGF 115.6) und die dazugehörige Botschaft. Diese ist wie folgt gegliedert:

1. Begründung der Revision
2. Inhalt der Revision
3. Auswirkungen der Revision
4. Kommentar zu den Bestimmungen

1. BEGRÜNDUNG DER REVISION

Am 11. November 2010 erklärte der Grosse Rat die Motion M1100.10 für erheblich, welche von Grossrat Benoît Rey am 31. Mai 2010 eingereicht und begründet worden war und in der er eine Änderung des Gesetzes vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG) und/oder des Gesetzes vom 22. Juni 2001 über die finanzielle Beteiligung des Staates an Wahlkampfkosten (BWKG) forderte. Die Gesetze sollten dahingehend geändert werden, dass der Staat das Verpacken und den in jedem Wahlkreis zusammengelegten Versand von Prospekten der politischen Parteien über die für die kantonale und eidgenössische Wahl vorgeschlagenen Kandidaten organisiert und sich finanziell daran beteiligt (s. TGR

vom November 2010, S. 1934 ff.). In seiner Antwort vom 12. Oktober 2010 beantragte der Staatsrat die Ablehnung der Motion. Er führte insbesondere an, dass es nicht die Aufgabe des Staates sei, die Verantwortung für das Verpacken und den Versand von Wahlpropaganda zu übernehmen und dass keine Einheit der kantonalen Verwaltung über genügend Personal verfüge, um diese Arbeit zu übernehmen – eine sporadische Aufgabe, die jedoch die Präsenz von mehreren Personen während einer kurzen Zeitdauer erfordere, um sicherzustellen, dass die Wahlpropaganda innert nützlicher Frist bei den Empfängern ankommt. Aus den Debatten des Grossen Rats geht jedoch hervor, dass – ungeachtet des Motionstextes – mehr Gewicht auf den finanziellen Aspekt des Antrags als auf die personelle Unterstützung gelegt wurde, für welche die politischen Parteien Lösungen finden können, unter anderem in dem sie das Verpacken des Wahlmaterials an externe Einrichtungen abgeben. Angesichts der Erheblicherklärung der Motion gibt ihr der Staatsrat innerhalb der gesetzlichen Frist Folge, indem er eine Änderung des BWKG vorschlägt, welche die – ausschliesslich finanzielle – Übernahme des Verpackens und des Versands der Wahlprospekte für die kantonalen und eidgenössischen Wahlen bezweckt.

2. INHALT DER REVISION

Das BWKG sieht bereits heute vor, dass bei kantonalen oder eidgenössischen Gesamterneuerungswahlen den politischen Parteien und Wählergruppen ein Beitrag an die Wahlkampfkosten gezahlt wird, wenn ihre Listen mindestens 1% der gültig abgegebenen Stimmen erhalten, wobei dieser Beitrag den vom Grossen Rat für jede Wahl verabschiedeten Voranschlagskrediten entspricht. Basierend auf dieser gesetzlichen Grundlage wurden zwei Kredite von je 195 000 Franken zur Unterstützung der politischen Parteien für die kantonalen und eidgenössischen Wahlen vom Herbst 2011 in den Voranschlag 2011 eingetragen. Die Wahlkampfkosten werden zwar nicht gesetzlich festgelegt, sie enthalten jedoch bereits, zumindest teilweise, die Verpackungs- und Versandkosten für das Wahlpropagandamaterial. Angesichts der Erheblicherklärung der oben genannten Motion, sollen künftig diese Kosten, welche der Staat grundsätzlich übernehmen muss, von den übrigen allgemeinen Kosten für die Wahlkampagne unterschieden werden, welche weiterhin Gegenstand einer Subventionierung sein werden. Der Entwurf sieht vor, dass die Finanzierung der Verpackungs- und Versandarbeiten von Wahlpropagandamaterial an die Bedingung geknüpft wird, dass diese gemeinsam verrichtet werden. Damit wird dem in der Motion und während der Debatten geäusserten Willen zur Rationalisierung dieser Arbeiten aus offensichtlichen Gründen der Effizienz, Wirtschaftlichkeit und Ökologie entsprochen. Er definiert einerseits die Kriterien, die festlegen, wann diese Arbeiten als gemeinsam ausgeführt gelten, und andererseits die Kriterien betreffend die Beteiligung an der Verteilung des Staatsbeitrages.

Anlässlich dieser Revision soll schliesslich, in den Schlussbestimmungen des BWKG, der Artikel über die Vollzugsmassnahmen geändert werden, indem die Zuständigkeiten der Staatskanzlei und die Rechtsmittel festgelegt werden.

3. AUSWIRKUNGEN DER REVISION

Der Entwurf hat keinen Einfluss auf das Personal und auf die Aufgabenteilung Staat–Gemeinden. Er ist verfassungsmässig, stimmt mit dem Bundesrecht überein und ist europaverträglich. Was die nachhaltige Entwicklung betrifft, so wird es der gemeinsame Versand des Wahlpropagandamaterials erlauben, Material einzusparen.

Die Verpackungs- und Versandkosten der Wahlpropaganda werden für eidgenössische oder kantonale Wahlen auf rund 90 000 Franken geschätzt:

– Kuverts:	20 000 Franken
– Verpacken:	25 000 Franken
– Versandkosten:	45 000 Franken
Total:	<u>90 000 Franken</u>

Die finanzielle Auswirkung der vorgeschlagenen Revision wird jedoch geringer ausfallen. Die fraglichen Kosten sind nämlich teilweise bereits in dem Beitrag enthalten, der den politischen Parteien gemäss dem gegenwärtigen Wortlaut des BWKG entrichtet wird und zwar zu einem Anteil von schätzungsweise 25%, was pro Wahl rund 50 000 Franken entspricht, wenn man von dem im Voranschlag 2011 für jede der beiden (eidgenössischen und kantonalen) Wahlen in diesem Herbst vorgesehenen Betrag von 195 000 Franken ausgeht.

Das bedeutet, dass die politischen Parteien und Wählergruppen gegenwärtig einen Betrag von insgesamt **40 000 Franken** (90 000 minus 50 000 Franken) für Verpackungs- und Versandkosten für das Wahlpropagandamaterial pro eidgenössische und kantonale Wahl selbst finanzieren müssen. Damit die gesamten Verpackungs- und Versandkosten für das Wahlpropagandamaterial gedeckt werden und so dem Willen des Grossen Rates entsprochen werden kann, muss von nun an also ein Betrag von zusätzlichen 40 000 Franken pro kantonale und eidgenössische Wahl im kantonalen Voranschlag vorgesehen werden.

Geht man von den Zahlen für das Jahr 2011 aus, so dürfte sich der staatliche Beitrag für jede kantonale und eidgenössische Wahl insgesamt auf rund 235 000 Franken (195 000 plus 40 000 Franken) belaufen.

In folgender Tabelle wird versucht, die obigen Ausführungen schematisch darzustellen:

Eidgenössische oder kantonale Wahl			
Betroffene Arbeiten		Stand vor der Gesetzesrevision (gemäss Voranschlag 2011) Fr.	Stand im Falle einer Annahme dieser Gesetzesrevision Fr.
Kosten für die Verpackung und den Versand des Wahlpropagandamaterials	Total	90 000	90 000
	Kosten zulasten der politischen Parteien	40 000	0
	Vom Staat übernommene Kosten	50 000 (d.h. rund 25% des 2011 gewährten Betrags von 195 000 Franken)	90 000
Staatliche Beteiligung an den übrigen Wahlkampfkosten		145 000	145 000
Insgesamt vom Staat geleisteter Beitrag an die Wahlkampfkosten:		195 000	235 000

Zumal der Staatsrat beabsichtigt, die in diesem Gesetz aufgestellten Prinzipien bereits auf die kantonalen und eidgenössischen Wahlen im Herbst 2011 anzuwenden, wird er sein Inkrafttreten sehr wahrscheinlich rückwirkend auf den 1. Juli 2011 festlegen. Ein solcher Entscheid wird eine Überschreitung der für 2011 vorgesehenen Voranschlagskredite für die staatliche Beteiligung zur Folge haben. Gegebenenfalls wird innert nützlicher Frist ein besonderer Beschluss dazu erlassen.

Es sei darauf hingewiesen, dass das Gesetz angesichts der betroffenen Beträge dem Finanzreferendum nicht untersteht. Es untersteht jedoch dem Gesetzesreferendum.

4. KOMMENTAR ZU DEN BESTIMMUNGEN

Artikel 4 Abs. 1^{bis}

Diese Bestimmung präzisiert Artikel 4 Abs. 1 und sieht vor, den Betrag für die allgemeinen Wahlkampfkosten vom Betrag für die Beteiligung an den Verpackungs- und Versandkosten des Wahlpropagandamaterials zu unterscheiden. Diese Beteiligung wird an die Bedingung geknüpft, dass diese Arbeiten gemeinsam verrichtet werden, was der im Kapitel zum Inhalt der Revision erwähnten Absicht entspricht.

Artikel 4a

In diesem Artikel wird dargelegt, dass mindestens eine Mehrheit der im Parteienregister des PRG registrierten Parteien an den oben genannten Arbeiten beteiligt sein muss, damit diese als gemeinsam ausgeführte Arbeiten gelten. Er weist im Übrigen darauf hin, dass die gemeinsamen Arbeiten für die eidgenössischen Wahlen in einer einzigen Operation und die gemeinsamen Arbeiten für die kantonalen Wahlen in einer einzigen Operation pro Wahlkreis durchgeführt werden müssen.

Artikel 4b

In der (Normal-) Situation, in der die Mehrheit der Parteien die Arbeiten gemeinsam verrichtet, wird der Staatsbeitrag, gemäss Artikel 2 BWKG, zwischen diesen Parteien und den Wählergruppen verteilt, die daran teilgenommen haben. Entscheidet eine politische Partei oder eine Wählergruppe, nicht teilzunehmen, erhält diese natürlich keinen Beitrag. Absatz 3 von Artikel 4b betrifft die Situation, bei der eine Mehrheit der politischen Parteien beschliesst, eine oder mehrere politische Parteien oder Wählergruppen von den gemeinsamen Arbeiten auszuschliessen. Unter Berücksichtigung des Zwecks der Revision, der darin besteht, dass der Staat die Verpackungs- und Versandkosten für Wahlpropaganda unter der Voraussetzung übernimmt, dass diese Arbeiten gemeinsam verrichtet werden, soll eine Strafe vorgesehen werden für den Fall, dass die Arbeiten nicht gemeinsam verrichtet werden können, weil eine Mehrheit der politischen Parteien sich weigert, eine Minderheit miteinzubeziehen: In einer solchen Situation wird kein Beitrag gewährt. Dieser Absatz behält jedoch die Fälle vor, in denen der Ausschluss aus wichtigen Gründen geschieht, beispielsweise der Ausschluss einer politischen Partei oder einer Wählergruppe, welche grundsätzliche Thesen der Rassendiskriminierung befürwortet.

Artikel 8

Absatz 2 präzisiert die Zuständigkeiten der Staatskanzlei und legt fest, dass sie Entscheide fällen kann, die sich aus der Anwendung des BWKG ergeben, und dass diese mit Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden können.

Loi

du

modifiant la loi sur la participation de l'Etat aux frais de campagne électorale

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 21 juin 2011;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1 Modification

La loi du 22 juin 2001 sur la participation de l'Etat aux frais de campagne électorale (LPFC) (RSF 115.6) est modifiée comme il suit:

Art. 4 al. 1^{bis} (nouveau)

^{1bis} Ces crédits [les crédits budgétaires adoptés par le Grand Conseil] comprennent:

- a) un montant pour les frais généraux relatifs à la campagne électorale ;
- b) un montant destiné à la participation aux coûts des opérations en commun de mise sous pli et d'envoi du matériel de propagande électorale.

Art. 4a (nouveau) Contribution aux coûts de mise sous pli et d'envoi du matériel de propagande électorale
a) Opérations en commun

¹ Des opérations de mise sous pli et d'envoi du matériel de propagande électorale sont considérées comme effectuées en commun lorsqu'elles impliquent au moins la majorité des partis enregistrés dans le registre des partis politiques.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die finanzielle Beteiligung des Staates an den Wahlkampfkosten

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 21. Juni 2011;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Änderung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 22. Juni 2001 über die finanzielle Beteiligung des Staates an den Wahlkampfkosten (BWKG) (SGF 115.6) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 1^{bis} (neu)

^{1bis} Diese Kredite [die vom Grossen Rat verabschiedeten Voranschlagskredite] umfassen:

- a) einen Betrag für die allgemeinen Wahlkampfkosten;
- b) einen Betrag zur Beteiligung an den Kosten der gemeinsamen Arbeiten für das Verpacken und den Versand des Wahlpropagandamaterials.

Art. 4a (neu) Beteiligung an den Kosten für das Verpacken und den Versand des Wahlpropagandamaterials
a) Gemeinsame Arbeiten

¹ Die Arbeiten für das Verpacken und den Versand des Wahlpropagandamaterials gelten als gemeinsam ausgeführt, wenn eine Mehrheit der im Parteienregister registrierten Parteien daran beteiligt ist.

² Les élections fédérales ne peuvent faire l'objet que d'une seule opération en commun.

³ Les élections cantonales ne peuvent faire l'objet que d'une seule opération en commun par cercle électoral.

Art. 4b (nouveau) b) Participation à la répartition de la contribution

¹ Lorsque la majorité des partis enregistrés dans le registre des partis politiques effectuent les opérations en commun, tous les partis et groupes d'électeurs et électrices qui atteignent les seuils fixés à l'article 2 participent à la répartition.

² Les partis et groupes d'électeurs et électrices qui n'ont pas pris part, de manière volontaire, aux opérations en commun ne participent pas à la répartition.

³ Si un ou des partis ou groupes d'électeurs et électrices sont exclus des opérations en commun par la majorité des autres partis ou groupes d'électeurs et électrices, aucune contribution n'est octroyée. Les cas d'exclusion pour de justes motifs sont réservés.

Art. 8 titre médian et al. 2 (nouveau)

Mesures d'exécution et voies de droit

² Ses décisions [*celles de la Chancellerie d'Etat*] sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 2 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Die gemeinsamen Arbeiten für die eidgenössischen Wahlen müssen in einer einzigen Operation durchgeführt werden.

³ Die gemeinsamen Arbeiten für die kantonalen Wahlen müssen in einer einzigen Operation pro Wahlkreis durchgeführt werden.

Art. 4b (neu) b) Beteiligung an der Verteilung des Beitrags

¹ Wenn die Mehrheit der im Parteienregister registrierten Parteien die Arbeiten gemeinsam verrichtet, werden alle Parteien und Wählergruppen, die den Grenzwert nach Artikel 2 erreichen, an der Verteilung beteiligt.

² Die Parteien und Wählergruppen, die aus eigenem Entschluss nicht an den gemeinsamen Arbeiten teilgenommen haben, werden an der Verteilung nicht beteiligt.

³ Werden eine oder mehrere Parteien oder Wählergruppen von der Mehrheit der übrigen Parteien oder Wählergruppen von den gemeinsamen Arbeiten ausgeschlossen, so wird niemandem ein Beitrag gewährt. Ausschlussfälle aus wichtigen Gründen sind vorbehalten.

Art. 8 Artikelüberschrift und Abs. 2 (neu)

Vollzugsmassnahmen und Rechtsmittel

² Ihre Entscheide [*jene der Staatskanzlei*] können mit Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

Art. 2 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.